

RAPPORT ANNUEL 2024



P. 4 _ L'Insee et la statistique publique

P. 5 _ L'édito du directeur général

P. 6 _ L'activité 2024 en chiffres

P. 8 _ Les enquêtes menées en 2024

P. 11

FAIRE PARLER LES CHIFFRES

P. 12 _ Analyser les phénomènes économiques

P. 14 _ Étudier la diversité de la société française

P. 16 _ Développer des analyses environnementales

P. 18 _ Coup de projecteur sur un temps fort de 2024, les Jeux Olympiques et Paralympiques

P. 21

INNOVER ET ÊTRE EN PREMIÈRE LIGNE SUR LES SOURCES DE DONNÉES

P. 22 _ Des informations économiques enrichies

P. 24 _ De nouvelles façons de recueillir l'information

P. 26 _ De nouvelles méthodes

P. 27

ALLER AU-DEVANT DE TOUS LES PUBLICS

P. 28 _ Enrichir l'offre pour les utilisateurs avertis

P. 30 _ Aller à la rencontre de tous, en particulier des jeunes publics

P. 31

CONSTRUIRE UNE STATISTIQUE PARTAGÉE

P. 32 _ Au niveau national, des répertoires au service des utilisateurs

P. 33 _ Au niveau européen, des échanges entre statisticiens

P. 34 _ Agir à l'international

P. 35

LES MOYENS ET L'ORGANISATION DE L'INSEE

P. 36 _ Les missions de l'Insee et son budget

P. 38 _ Les femmes et les hommes de l'Insee

P. 40 _ L'Insee en régions

P. 42 _ Travailler à l'Insee

L'INSEE ET LA STATISTIQUE PUBLIQUE

L'Insee collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la société françaises pour éclairer le débat public et les décisions de tous.

L'Institut national de la statistique et des études économiques

L' Institut national de la statistique et des études économiques – l'Insee – a été créé par la loi de finances du 27 avril 1946 (art. 32 et 33), reprenant alors une activité de statistique publique qui s'était exercée sans discontinuité depuis 1833. Aujourd'hui, l'Insee est une direction générale du ministère de l'Économie et des Finances, engagé au service d'une économie forte et durable. L'institut est implanté dans l'ensemble du territoire français et ses employés sont des agents de l'État. Il est soumis aux règles de la comptabilité publique et ses crédits sont inscrits au budget général de l'État.

Travaille en toute indépendance professionnelle

L'Insee conduit ses travaux en toute indépendance professionnelle. Créée par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, l'Autorité de la statistique publique veille au respect du principe d'indépendance dans « la conception, la production et la diffusion des statistiques publiques » (loi n° 51-711, art. 1). Le Conseil national de l'information statistique assure la concertation entre les producteurs et les utilisateurs de statistiques publiques.

Contribue à la statistique européenne et internationale

Avec Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne (UE), et ses homologues de l'UE, l'Insee contribue à la construction du système statistique européen. Il participe aussi aux



travaux statistiques des organismes internationaux tels que l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Coordonne le service statistique public français

Le service statistique public (SSP) est composé de l'Insee et des services statistiques ministériels (SSM) qui réalisent les opérations statistiques dans leur domaine (éducation, santé, justice...). L'Insee coordonne ses opérations et décide avec les SSM des méthodes, des normes et des procédures pour établir les statistiques et leur publication.

**JEAN-LUC
TAVERNIER**
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'INSEE



En 2024, l'Insee a été à la hauteur d'événements inédits en jouant pleinement son rôle d'éclaireur.

L'année 2024 a été marquée par un été inédit, qui a ouvert une période d'incertitudes politiques mais a aussi été l'occasion de s'enthousiasmer avec les Jeux Olympiques et Paralympiques.

L'Insee a accompagné ces deux événements : d'une part, il a joué pleinement son rôle d'éclaireur du débat public en fournissant des données et analyses essentielles à la compréhension de ces faits majeurs ; et d'autre part, le répertoire électoral unique s'est adapté aux circonstances d'élections législatives anticipées.

De nombreuses autres publications ont cette année encore contribué à l'analyse des phénomènes économiques et sociaux. Je ne peux pas toutes les citer ici, mais je veux saluer la diffusion des premiers comptes nationaux « augmentés » qui a permis la mise en place d'une production pérenne d'indicateurs sur la redistribution et les flux d'émission de carbone ; je souhaite mentionner également une analyse de la perte de productivité globale de l'économie française depuis l'avant-Covid et un panorama des évolutions sur longue période des inégalités de revenus et de patrimoine.

En 2024, l'innovation technique a aussi été au cœur des travaux de l'institut avec une nouvelle plateforme de réponse aux enquêtes en ligne,

un questionnaire internet du recensement à l'ergonomie revue pour être plus accessible et s'adapter à tous les supports, ou encore la reconnaissance internationale d'Onyxia, un logiciel open source qui permet aux *data scientists* de bénéficier d'environnements de travail performants. Comme ses homologues européens, l'Insee et les services statistiques ministériels innovent en ayant notamment de plus en plus recours à de nouvelles sources comme les données privées (données de caisse, bancaires, compteurs d'électricité et de gaz...), dont l'utilisation pourra être rendue plus aisée par le nouveau règlement européen.

Réaffirmant sa volonté de faciliter l'accès de tous les publics à l'information statistique, l'Insee a mis en ligne un catalogue de données, créé un nouvel outil de cartographie infra communale et renforcé sa présence sur les réseaux sociaux en ouvrant un compte Instagram.

Je tiens à remercier l'ensemble des agents de l'Insee qui, par leur engagement et leur rigueur, permettent de développer une statistique publique à la hauteur des défis de notre époque, avec une mention particulière pour les agents mahorais durement éprouvés par le cyclone Chido. Ce rapport d'activité vous invite à découvrir l'ensemble de ces travaux et leurs contributions essentielles à la compréhension du monde qui nous entoure.

L'ACTIVITÉ 2024 EN CHIFFRES

ENQUÊTES

Conjoncture économique

19 000 ENTREPRISES
ENQUÊTÉES TOUS LES MOIS



2 000 MÉNAGES
INTERROGÉS TOUS LES MOIS

Entreprises

19
ENQUÊTES

155 600
ENTREPRISES
INTERROGÉES



Société

10 enquêtes

772 enquêteurs

93 500 personnes interrogées
par l'enquête Emploi chaque
trimestre



406 000
MÉNAGES
INTERROGÉS

Indice des prix

150 000
PRIX RELEVÉS PAR
LES ENQUÊTEURS



500 000
PRIX RELEVÉS
AUTOMATIQUEMENT

Recensement



5,4 MILLIONS
DE LOGEMENTS RECENSÉS

7 796
communes
concernées

25 100
agents
recenseurs
des communes



PUBLICATIONS

355

INFORMATIONS RAPIDES

4 NOTES ET **2** POINTS
DE CONJONCTURE

6 OUVRAGES
INSEE RÉFÉRENCE

105 PUBLICATIONS
COURTES NATIONALES

571 PUBLICATIONS
RÉGIONALES

ÉDITION DE **3** REVUES

COURRIER DES STATISTIQUES
STATÉCO
ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

21 ARTICLES

PUBLIÉS EN 2024 SUR
LE BLOG DE L'INSEE

COMMUNICATION ET SERVICE AUX USAGERS

Outils numériques



37,2 MILLIONS DE VISITES

sur le site insee.fr

176 000

vues sur le blog
de l'Insee



100 200 ABONNÉS

au compte X @InseeFr

15 fils X régionaux

69 800 abonnés au compte LinkedIn

3 900 abonnés sur Instagram



172 500

TÉLÉCHARGEMENTS

de l'application Insee Mobile
depuis mi-2021

Médias



44 700

RETOMBÉES PRESSE
ET CITATIONS TOUS MÉDIAS CONFONDUS

Assistance aux usagers



361 000

DEMANDES REÇUES PAR COURRIEL



135 000

APPELS TÉLÉPHONIQUES REÇUS



82 500

CONVERSATIONS PAR CHATBOTS*

*sur sirene.fr, sur le-recensement-et-moi.fr, sur la plateforme d'enquêtes
auprès des entreprises Coltrane

RELATIONS INTERNATIONALES



PARTICIPATION À

180 GROUPES

DE TRAVAIL, DONT 4/5
SONT EUROPÉENS



89 ACTIONS

DE COOPÉRATION
INTERNATIONALE

GRANDS RÉPERTOIRES

117,8 MILLIONS

DE PERSONNES INSCRITES
AU RÉPERTOIRE NATIONAL
D'IDENTIFICATION DES
PERSONNES PHYSIQUES (RNIPP)

50 MILLIONS

de personnes
inscrites au
Répertoire électoral
unique (REU)¹

14,5 MILLIONS

d'entreprises
actives et
15,7 millions
d'établissements
inscrits à Sirene

108 022

enregistrements
actifs *Legal Entity
Identifier* (LEI)

1. Chiffre hors
Nouvelle-Calédonie

LES ENQUÊTES MENÉES EN 2024

Pour produire des informations sur l'économie et la société françaises, l'Insee réalise de grandes enquêtes auprès des particuliers et des entreprises. En 2024, 31 enquêtes ont ainsi été menées.

Tous les ans, l'Insee organise et pilote l'enquête de recensement de la population menée avec les communes. Celle-ci permet de connaître les évolutions socio démographiques à un niveau territorial fin pour, par exemple, évaluer les besoins en infrastructures qui en découlent. Réalisée sur toute l'année, l'enquête emploi vise, au-delà de son indicateur phare, le taux de chômage, à décrire le marché du travail et son évolution. En complément, d'autres enquêtes auprès des particuliers sur différents sujets (ressources, dépenses, logement, formations et compétences, patrimoine...) sont menées pour éclairer le débat public français et européen. Auprès des entreprises, l'Insee recueille des informations tant sur leur structure (taille, secteur, main-d'œuvre...) que sur leur activité (carnet de commandes, investissement...). Il conduit aussi des enquêtes thématiques : consommation d'énergie, nouvelles technologies, innovation...

Par ailleurs, l'Insee établit des diagnostics et des prévisions sur la situation économique de la France. En particulier, il calcule chaque mois l'indice des prix à la consommation, pour évaluer l'inflation, tout particulièrement scrutée en 2024.

Découvrez la représentation illustrée des sujets des enquêtes menées par l'Insee en 2024.

1 Recensement de la population

2 Enquête Logement 2024

3 Enquête pilote « Voyages professionnels et personnels » (VPP)

4 Enquête sur les Technologies de l'information et de la communication (TIC) auprès des ménages

5 Enquête sur les loyers auprès des bailleurs sociaux (ELBS)

6 Enquête auprès des personnes fréquentant des services d'aide, dite « Sans domicile », volet « Structures »

7 Enquête de conjoncture auprès des ménages mensuelle (CAMME)

8 Indice des prix à la consommation (IPC)

9 Enquête Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie des ménages (SRCV)

10 Enquête nationale Loyers et Charges (L&C)

11 Enquête européenne sur les parités de pouvoir d'achat

12 Enquête sur l'emploi, le chômage et l'inactivité

13 Enquête sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires (Ecmoss), cycle « 2022-2025 »

14 Enquête sur les réseaux d'enseigne du commerce de détail et des services

15 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

16 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment

17 Enquête mensuelle de conjoncture dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobiles

18 Enquête bimestrielle de conjoncture dans le commerce de gros

19 Enquête mensuelle de conjoncture dans les services

20 Enquête trimestrielle de conjoncture dans la promotion immobilière

21 Enquête de fréquentation des hébergements collectifs touristiques

22 Enquête annuelle sur les consommations d'énergie dans l'industrie (EACEI)

23 Enquête Observation des prix de l'industrie et des services (OPISE)

24 Enquête sur les chaînes d'activité mondiales 2023 (CAM)

25 Enquête « Filière de conception et fabrication de véhicules automobiles »

26 Enquête annuelle de production (EAP)

27 Enquête sectorielle annuelle (ESA)

28 Enquête européenne sur l'activité des filiales étrangères des groupes français (Outward FATS)

29 Enquête sur les technologies de l'information et





de la communication
et le commerce
électronique – TIC
entreprises
30 Enquête sur les
investissements et les

dépenses courantes
pour protéger
l'environnement
(Antipol)

31 Enquête Crédit-Bail

Enquêtes auprès des particuliers

Enquêtes auprès des particuliers
et des entreprises

Enquêtes auprès des entreprises





FAIRE PARLER LES CHIFFRES

ANALYSER LES PHÉNOMÈNES ÉCONOMIQUES

En 2024, l'Insee a analysé une économie française marquée par l'incertitude politique, le reflux de l'inflation et des interrogations sur le décrochage de sa productivité. À travers des études nationales et territoriales, l'institut a éclairé ces évolutions.



L'analyse conjoncturelle dans un climat d'incertitude politique

Tout au long de l'année, l'Insee s'est efforcé comme habituellement d'évaluer la situation et les perspectives à court terme de l'économie française, en diffusant et commentant les indices économiques et les résultats les plus récents des enquêtes de conjoncture, mais aussi grâce aux points et notes de conjoncture publiés régulièrement. Au second semestre, l'analyse conjoncturelle a été rendue particulièrement difficile avec la succession de chocs spécifiques à la France liés à l'incertitude politique et ses conséquences budgétaires, depuis l'annonce inattendue de la dissolution de l'Assemblée nationale en juin jusqu'à la censure du Gouvernement en décembre. Cette incertitude est en effet susceptible de modifier les comportements tant des ménages que des entreprises, notamment en matière de consommation et d'investissement.

La fin de l'épisode de forte inflation

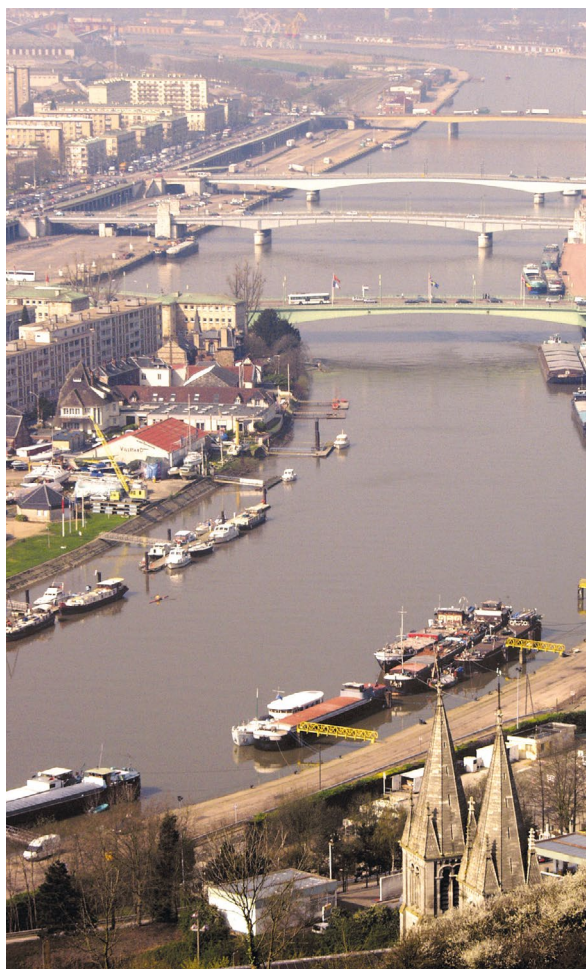
En 2024, le principal fait marquant sur le plan économique a été la fin de l'épisode de forte inflation. L'Insee a éclairé chaque mois le ralentissement de la hausse des prix à la consommation en France, qui était restée pendant près d'un an sur un plateau autour de +6 % à compter de mi-2022 et est repassée sous le seuil des 2 % en août 2024. Les facteurs explicatifs de ce reflux de l'inflation ont été soulignés : fin de la hausse des prix des produits alimentaires et des biens manufacturés, prix de l'énergie maîtrisés, inflation modérée dans les services. Dans le même temps, l'Insee a continué d'analyser les conséquences de cette forte inflation sur le pouvoir d'achat des ménages en fonction de leur niveau de revenu, leurs comportements de consommation et sur la dégradation des finances publiques, avec par exemple une étude originale analysant le surcroît d'épargne observé en France et dans certains pays voisins.

À la recherche des gains de productivité perdus

L'Insee est également parti en 2024 à la recherche des gains de productivité du travail perdus par la France depuis 2019. Un billet de blog a ainsi tenté d'élucider le « mystère » de ce décrochage d'environ 5,5 points en quatre ans par rapport à la tendance antérieure, qui est largement propre à notre pays. Il a mis en évidence plusieurs facteurs explicatifs spécifiques à la France et qui ont dû se conjuguer : l'essor de l'alternance, plus largement un certain enrichissement de la croissance en emploi, des poches de rétention de main-d'œuvre dans certaines branches d'activité, etc.

Des diagnostics à l'échelle des territoires

A l'échelle des territoires, l'Insee a collaboré avec des acteurs locaux pour dresser des diagnostics économiques ou apporter son appui à la mise en œuvre de politiques publiques. Ce fut le cas notamment en Normandie, où la direction régionale a produit une étude en partenariat avec la préfecture sur l'attractivité de la région, qui a mis en évidence les influences francilienne et littorale. En complément, une autre étude menée en partenariat avec Logistique Seine Normandie et le délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine a porté sur la filière logistique sur l'axe Paris-Le Havre. Débouché portuaire et fluvial de cet espace économique, la Normandie assure ainsi une fonction logistique majeure qui représente au sens large près de 90 000 emplois en 2020. En Île-de-France comme dans d'autres régions, l'Insee a accompagné la préfecture de région et les acteurs locaux dans leur connaissance et le pilotage de leurs actions vers les 11 nouveaux Territoires d'industrie définis en 2024, en fournissant des éléments de cadrage sur le territoire, son industrie et sa main-d'œuvre. Ce programme a visé à soutenir les territoires à



forte composante industrielle dans leur stratégie de reconquête du secteur.

En Corse, l'Insee anime un cercle de conjoncture très actif regroupant les services de l'État, la collectivité territoriale et les chambres consulaires, dans le but de confronter et de consolider les analyses de l'économie insulaire. La note trimestrielle de conjoncture régionale de l'Insee contribue au diagnostic et est présentée régulièrement devant l'instance de gouvernance de l'État au niveau régional, le Comité de l'administration régionale, présidé par le préfet de région.

ÉTUDIER LA DIVERSITÉ DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

L'Insee a continué de décrire la société française dans toutes ses composantes. Ses analyses ont notamment mis en avant la baisse des naissances, les discriminations perçues, la situation des seniors et l'évolution des revenus.

Démographie et logement

En 2024, les bilans démographiques nationaux et régionaux qui ont été dressés et la diffusion de chiffres mensuels par département ont permis d'éclairer le phénomène de baisse des naissances, dont l'ampleur est inédite depuis la fin du baby-boom. Au regard de l'enjeu de garantir un accès au logement pour tous, la vacance des logements a fait l'objet d'une attention particulière des acteurs publics et a donné lieu à des analyses approfondies au niveau national et territorial. En Bretagne, l'Insee a mis en lumière que la population qui habite à l'année sur les îles bretonnes est plutôt âgée et augmente légèrement depuis un quart de siècle. Cette étude répondait à des attentes de la préfecture de région et a été très bien reprise dans les médias.



Formation et compétences

L'enquête Formation tout au long de la vie, qui a été réalisée de septembre 2022 à mars 2023, a donné lieu à deux publications nationales : la première portant sur l'illettrisme et plus largement les difficultés rencontrées à l'écrit et en calcul par les adultes, la seconde sur l'accès à la formation à but professionnel des adultes qui s'accroît avec le niveau de diplôme. Des résultats et des analyses actualisés sur les compétences à l'écrit et en calcul ont aussi été produits à l'échelle de chaque DOM où ils étaient très

attendus par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) et les acteurs publics régionaux en charge des politiques de formation (Régions, Départements, universités, rectorats). À La Réunion, un cycle d'études sur la jeunesse a aussi été réalisé avec la collaboration de la Région, du Département et du rectorat, pour éclairer les problématiques de la scolarité courte et des orientations et mobilités après le baccalauréat, après celle de l'accès à l'autonomie en 2023.

Immigration

En 2024 encore, plusieurs études ont été publiées pour mieux comprendre l'immigration et la diversité des situations. Un bouquet de trois études nationales consacrées aux personnes immigrées vivant en France selon leur continent d'origine (Europe, Afrique ou Asie) a notamment présenté les origines détaillées des immigrés vivant en France en 2023, l'évolution des migrations depuis 1968, les motifs de venue en France, ainsi qu'une partie spécifique à chaque continent d'origine. Un billet de blog a été diffusé dans le but d'aider à s'y retrouver dans les chiffres de l'immigration, entre le nombre d'immigrés entrés en France une année donnée selon le recensement de la population et les premiers titres de séjour délivrés la même année. Ce sujet de l'immigration a également été traité à l'échelle régionale en Bretagne et Bourgogne-Franche-Comté.

Discriminations, inclusion

L'édition 2024 de l'ouvrage France, portrait social a proposé un ensemble d'éclairages sur les discriminations ressenties, à partir de trois enquêtes récentes de la statistique publique. Elle a été accompagnée d'un billet sur le blog de l'Insee explicitant et discutant la mesure de ces discriminations par les enquêtes. Celle-ci se fonde sur l'appréciation qu'ont les personnes des expériences de traitements défavorables vécues dans différents domaines de la vie sociale (éducation, emploi, logement, accès aux services publics, etc.). Ces éclairages ont complété une autre étude sur les personnes en emploi qui déclarent avoir subi des traitements inégalitaires ou des discriminations au travail. Par ailleurs un dossier de l'Insee Références Emploi, chômage, revenus du travail a dressé un panorama complet de la situation des seniors sur le marché du travail en 2023.

Distribution des revenus et conditions de vie

Régulièrement sous les feux de l'actualité, la question de la distribution des revenus et de la pauvreté a donné lieu à des analyses approfondies tout au long de l'année. L'Insee Références Revenus et patrimoine des ménages a dressé un panorama sur longue période des évolutions des inégalités de revenus et de patrimoine des ménages, qui complète les données annuelles sur les niveaux de vie, les taux de pauvreté et les privations matérielles et sociales et l'analyse de l'impact des mesures sociofiscales de l'année écoulée sur le niveau de vie des ménages. Au niveau régional et local, plusieurs études ont été menées afin de mieux comprendre l'impact des séparations sur le niveau de vie (en Île-de-France et Occitanie), les évolutions de la pauvreté dans la métropole du Grand Paris ou encore sur la pauvreté des habitants de logements sociaux et des seniors en Auvergne-Rhône-Alpes.



DÉVELOPPER DES ANALYSES ENVIRONNEMENTALES

L'institut a présenté une série d'études innovantes, explorant la transformation de l'agriculture, l'évolution de la production industrielle et les enjeux économiques de la transition écologique. Au niveau régional, ces travaux, menés en partenariat avec divers acteurs, offrent un éclairage précieux sur les impacts du changement climatique sur les territoires.

Au niveau national

Diffusé en février 2024 et réalisé en collaboration avec le service statistique ministériel de l'agriculture, l'ouvrage inédit de la collection Insee Références sur la transformation de l'agriculture et des consommations alimentaires a non seulement proposé un panorama économique de l'agriculture en France et de ses transformations sur les 50 dernières années, mais aussi abordé les enjeux environnementaux auxquels l'agriculture contribue et doit faire face : stockage du carbone, pollutions, abeilles, haies, populations d'oiseaux... les défis sont nombreux.

Chaque mois, dans le cadre de la publication de l'indice de la production industrielle, un focus a été fait sur l'activité des principales branches intensives en énergie (sidérurgie, verres, produits chimiques de base...) par rapport à celle du deuxième trimestre 2021, soit juste avant que

les prix de l'énergie n'augmentent fortement. L'Insee a également continué d'investir en 2024 sur des études traitant des aspects économiques de la transition écologique. En plus des comptes carbone (voir page 23), plusieurs études ont ainsi été produites pour mesurer les effets des activités économiques sur l'environnement, notamment en matière de biodiversité, de santé et d'émissions de gaz à effet de serre ; pour analyser les conséquences en retour de l'environnement sur les activités ou les actifs économiques, comme l'exposition aux catastrophes ou aux îlots de chaleurs ; pour évaluer l'efficacité des politiques de transition, avec des études portant sur les zones à faibles émissions, les incitations à la rénovation thermique ou la modélisation des effets de la taxation des émissions.



Au niveau régional

Un billet de blog a été diffusé pour expliquer comment le système statistique public a un rôle à jouer pour éclairer les démarches et débats dans la lutte contre le changement climatique, et l'adaptation à ses conséquences, dans chaque territoire :

il propose ainsi des outils d'analyse territorialisés qui, au-delà de la spatialisation des phénomènes physiques constatés, établissent un diagnostic sur les populations concernées et le tissu économique.

En 2024, les opérations coordonnées mobilisant tout le réseau ont ainsi particulièrement porté sur les questions de la vulnérabilité énergétique des ménages liée à leur logement et des émissions de gaz à effet de serre des trajets domicile-travail. Par ailleurs des opérations à l'initiative des directions régionales, en partenariat avec des acteurs publics locaux, sont à souligner. Par exemple, la publication de la direction régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur sur l'exposition des populations



aux nuits tropicales et aux journées de forte chaleur, a eu un fort écho médiatique. Citons aussi l'étude en Occitanie des risques d'inondation par débordement de cours d'eau sur les populations et les établissements.

Enfin, le réseau régional s'est aussi mobilisé dans des séminaires locaux sur ces sujets, à l'instar de la direction régionale Bourgogne-Franche-Comté en co-animation avec le Secrétariat général aux affaires régionales (Sgar) de la préfecture de région. Ont ainsi été mises en exergue des études, comme celle éclairant l'impact de la sécheresse sur les populations ou les entreprises dans cette région.



COUP DE PROJECTEUR SUR UN TEMPS FORT DE 2024, LES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

L'Insee a été au rendez-vous de l'événement de l'été 2024, les Jeux Olympiques et Paralympiques, en étant en première ligne pour l'évaluation de son impact socio-économique.



En 2024, l'Insee s'est mobilisé aux côtés du service statistique ministériel en charge de la jeunesse et des sports pour évaluer les impacts sportifs, économiques, sociaux et environnementaux des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris 2024.

Comme le précise Vincent Biauxque, adjoint à la directrice régionale Île-de-France en charge des JOP et des questions méthodologiques, « de nombreux champs font l'objet d'évaluations dans le cadre des JOP : de la performance sportive, à la baignabilité dans la Seine, en passant par les conséquences environnementales. Celui qui concerne l'Insee est l'impact socio-économique, avec trois dimensions spécifiques qui nous ont été demandées concernant ces Jeux : l'emploi mobilisé pour les JOP, l'impact à court et long terme des JOP sur le tourisme et le rattrapage socio-économique des territoires olympiques. Ces missions s'inscrivent dans un grand plan d'évaluation conçu dès 2021 par la

Délégation interministérielle aux Jeux Olympiques et Paralympiques (Dijop). L'objectif est donc de fournir une évaluation socio-économique indépendante sur des données factuelles pour informer la société et éventuellement éclairer les décideurs quant aux dispositifs à reconduire ou non lors des prochains Jeux. Cette mise en regard des retombées économiques et des coûts permet ainsi de suivre l'engagement pris : des Jeux ambitieux, exemplaires et responsables. »

L'ensemble des chiffres-clés et des études économiques et sociales de la statistique publique sur le sport et l'impact des JOP d'été 2024 sont rassemblés sur une page dédiée du site internet insee.fr. Un billet de blog publié en juillet 2024 récapitule également l'ensemble des travaux d'évaluation de l'impact des JOP qui ont ou seront menés.

Évaluation des effets socio-économiques

L'évaluation économique a commencé en amont de l'évènement et se poursuivra pour mesurer les effets attendus jusqu'en 2030 sur le produit intérieur brut (PIB) de la France et celui de l'Île-de-France.

La note de conjoncture de juillet 2024 a ainsi proposé une estimation de l'effet de court terme des Jeux sur la croissance économique, en s'appuyant sur l'expérience londonienne de 2012. L'enregistrement comptable des dépenses de billetterie et des droits de retransmission à l'été 2024 aurait accru le PIB de l'ordre de 0,3 point au 3^e trimestre 2024. En Île-de-France, les Jeux ont dopé le volume de travail dans certains secteurs, tels que la sécurité ou les arts et spectacles.

En amont de la tenue des Jeux, la direction régionale de l'Insee d'Île-de-France a collaboré avec la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo) pour produire une étude sur le volume d'emploi mobilisé pour livrer les ouvrages olympiques. Le partenariat se poursuivra avec le suivi sur le long terme du parcours professionnel des personnes en insertion ayant participé aux différents chantiers des JOP et l'évaluation de l'efficacité du dispositif. Elle a également publié une étude en partenariat avec le conseil

départemental sur la dynamique socio-économique de la Seine-Saint-Denis, département emblématique où les investissements réalisés ont été considérables, notamment avec la construction des deux villages olympiques. Un billet de blog s'est intéressé aux locations de meublés de tourisme via les plateformes numériques pendant la période des Jeux. Et à l'issue des JOP, l'Insee et ses partenaires ont cherché à mesurer les flux touristiques pendant les Jeux, en Île-de-France et plus largement en France. Des enquêteurs ont été mobilisés sur le terrain (dans les aéroports, les gares, etc.), afin de comprendre le phénomène des JOP (quel profil de personnes, quelles activités, quelles dépenses...). Cela permettra aussi à terme de quantifier le nombre de touristes présents lors des JOP en 2024 et de le comparer à une année habituelle.

Si l'essentiel des retombées économiques des JOP sont observées en Île-de-France, en Centre-Val de Loire aussi, les retombées économiques de cet évènement sportif dans la région ont été mesurées, les épreuves de Tir ayant été organisées à Châteauroux et l'Eure-et-Loir étant limitrophe des Yvelines où des épreuves se sont déroulées sur plusieurs sites.

REGARD EXTÉRIEUR



PIERRE-ANTOINE MOLINA
DÉLÉGUÉ
INTERMINISTÉRIEL
AUX JOP

Qu'attendiez-vous plus particulièrement de l'Insee dans le cadre de la conception du grand plan d'évaluation des Jeux Olympiques et Paralympiques ?

L'implication de l'Insee était particulièrement importante aux yeux de la Dijop pour crédibiliser et renforcer la qualité de l'ensemble de la démarche, tant dans la phase de conception du plan d'évaluation (2018-2021) que dans son application, que ce soit pour ses propres travaux ou pour contribuer à ceux d'autres porteurs d'études. Il était en effet crucial pour l'État que ce programme évaluatif réponde aux meilleurs standards méthodologiques, condition de sa légitimité, dans un contexte où beaucoup d'acteurs publient des éléments sur les Jeux.

La rigueur et l'expertise de l'Insee ont permis d'irriguer l'ensemble des travaux, grâce notamment à l'approche réellement collaborative adoptée par la direction régionale de l'Insee en Île-de-France, qui a été appréciée de nombreux partenaires de l'écosystème Paris 2024, au premier rang desquels la Dijop.

Qu'avez-vous appris de nouveau des travaux réalisés par l'Insee et/ou en quoi les premiers travaux d'évaluation menés par l'Insee vous ont-ils conforté dans l'avis que vous vous faisiez de l'impact socio-économique des JOP ?

Les travaux sont encore en cours mais ceux déjà réalisés par l'Insee permettent de dessiner en premier lieu un tableau nuancé de l'impact économique des Jeux, mais aussi d'identifier précisément les effets positifs, par exemple sur la répartition sectorielle et géographique des emplois générés par les ouvrages olympiques. Par ailleurs, la Dijop attend beaucoup

de l'innovation méthodologique en cours concernant le suivi du devenir des bénéficiaires d'heures d'insertion, qui est un véritable enjeu de politique publique sur lequel ces données seront particulièrement précieuses.

En quoi ce partenariat avec l'Insee vous inspire pour la préparation de Alpes 2030 ?

Un nouveau programme d'évaluation va être envisagé, qui reste encore à définir mais dans lequel nous souhaitons donner toute leur place aux acteurs de la statistique publique (Insee et Injep notamment) et de la recherche publique, qui offrent des garanties d'exigence et de neutralité particulièrement appréciables. Au-delà, je souhaite que nous puissions également nous appuyer sur les travaux de l'Insee pour préparer l'organisation des Jeux elle-même, comme la Dijop l'a déjà fait, par exemple avec la cartographie des emplois de sécurité privée en Île-de-France.

Un état des lieux de la pratique sportive et des équipements sportifs

Si celle d'Île-de-France a été en première ligne, c'est l'ensemble des directions régionales qui se sont mobilisées pour dresser un état des lieux précis de la pratique sportive dans l'ensemble des départements et des fédérations olympiques en avril 2024, 100 jours avant la cérémonie d'ouverture. L'étude nationale réalisée en partenariat avec l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) et les 17 études régionales réalisées ont mis en évidence que, rapporté à la population, le nombre de licences était plus élevé dans les régions de la façade atlantique, ainsi que dans les territoires urbains de densité intermédiaire ou le rural périurbain. Ces publications régionales ont donné lieu à des présentations à la presse, avec des formes parfois innovantes comme lors de la conférence



organisée en Centre-Val de Loire en présence de la Préfète de région, au cours de laquelle des sportifs ont témoigné et des démonstrations d'escrime ont été organisées.

L'Insee s'est aussi associé aux acteurs du secteur sportif et associatif, dont l'Injep, pour approfondir la connaissance sur les infrastructures sportives et leur accessibilité, en mobilisant la base permanente des équipements.

Chiffres clés des JOP

8,8

MILLIONS de licences délivrées en 2022 par les fédérations sportives olympiques d'été, dont la moitié à des moins de 16 ans

25,8

MILLIONS d'heures de travail directement nécessaires en France pour livrer les ouvrages olympiques

82 000

LICENCIÉS en situation de handicap en 2022

0,3

POINT d'augmentation du PIB au 3^e trimestre 2024

10

POINTS d'augmentation du taux d'occupation des hôtels d'Île-de-France pendant les Jeux





INNOVER ET ÊTRE EN PREMIÈRE LIGNE SUR LES SOURCES DE DONNÉES

DES INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ENRICHIES

Avec des outils de mesure renforcés, l'Insee s'attache à apporter des éclairages clés sur l'activité des entreprises et les défis à venir en matière de transition écologique.

Filière automobile : mesurer pour mieux évoluer

Le pôle Enquêtes entreprises localisé à Toulouse a mené une enquête nationale inédite auprès de 14 000 entreprises de la filière automobile, dont la collecte réussie permettra une présentation des résultats prochainement ! Renouvelée tous les trois ans, cette enquête mesure le poids économique, les enjeux, les adaptations et perspectives des activités liées à la conception, fabrication, recyclage, reconditionnement et électrification des véhicules. Fruit d'un important travail de concertation avec les professionnels du secteur, elle répond à une demande croissante d'informations précises sur une filière stratégique en profonde mutation, confrontée à des défis comme la fin des moteurs thermiques d'ici 2035, les pénuries de semi-conducteurs et la hausse des coûts énergétiques.



Évaluer la conjoncture régionale avec précision

Produits chaque mois par un pôle spécialisé situé à Nantes, les indices de chiffres d'affaires constituent des informations précieuses pour évaluer l'évolution de l'activité des entreprises dans chaque secteur d'activité. Jusqu'ici essentiellement utilisés au niveau national, ceux-ci le sont maintenant aussi pour analyser la conjoncture économique régionale pour certains secteurs ciblés. Des

indices régionaux plus robustes ont en effet été produits en 2024, grâce à une adaptation des méthodes de correction des variations saisonnières. Les améliorations méthodologiques vont se poursuivre en 2025, avec la production d'indices en volume et la diffusion d'indices départementaux pour des secteurs ciblés, renforçant encore leur intérêt.

Augmenter la vision des comptes nationaux

En repoussant les frontières des outils traditionnels, l'Insee a inauguré une nouvelle ère d'analyse avec la publication, fin 2024, des premiers comptes nationaux « augmentés ». Cette innovation vise à appréhender d'un même tenant l'activité économique, ses conséquences pour le dérèglement climatique et la répartition des revenus des ménages, et ainsi corriger les limites couramment exprimées à l'égard du Produit intérieur brut (PIB).

Un travail important a abouti à la mise à disposition de façon pérenne d'indicateurs sur la redistribution des revenus et les flux de carbone. Ensuite, à titre exploratoire, l'Insee a également proposé de premiers indicateurs synthétiques, intégrant notamment les impacts climatiques liés aux émissions de gaz à effet de serre (GES).

Ces travaux ont été au cœur de la Conférence des acteurs de la statistique européenne, organisée à Paris en octobre avec le soutien des équipes de l'Insee et de la Banque de France. Alors, que nous ont appris ces nouveaux comptes sur l'état de l'économie, de la société et de l'environnement ? En 2022, 57 % des

ménages ont bénéficié de la redistribution dite élargie, c'est-à-dire incluant l'ensemble des transferts monétaires et les services publics « valorisés » ; sur le plan climatique, les évolutions des intensités carbone des grands agrégats économiques (PIB, importations, etc.) sont en général en baisse, mais avec des évolutions contrastées : les intensités carbone du PIB et des importations diminuent, et les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de 31 % depuis 1990. Cependant, l'empreinte carbone, incluant les importations, n'a reculé que de 13 %.

Des résultats expérimentaux ont mis en lumière des signaux d'alerte, comme l'évaluation de la production intérieure nette, ajustée du coût des émissions de gaz à effet de serre, inférieure de 4 % à la mesure habituelle, ou encore l'estimation d'une épargne nette ajustée devenant négative une fois les coûts environnementaux pris en compte et signalant un manque de soutenabilité.

Ces nouveaux outils offrent des perspectives inédites pour guider les politiques publiques, en tenant compte des transformations nécessaires à la transition écologique et sociale.

REGARD EXTÉRIEUR



PAUL SCHREYER,
DIRECTEUR DES
ENTREPRISES
ET DE LA
RECHERCHE
À L'ESCOE ET
ANCIEN CHEF
STATISTICIEN
À L'OCDE

Quel regard portez-vous sur la production par l'Insee des comptes augmentés ?

L'Insee est l'un des leaders parmi les offices statistiques en termes de production de comptes augmentés. Les comptes développés en France sont proches des dimensions essentielles du bien-être matériel et des questions environnementales – vaste champ qui couvre des secteurs tels que le tourisme, la santé ou des domaines tels que les émissions atmosphériques.

Quels sont les apports pour l'analyse économique ?

J'en vois trois :

Flexibilité et pertinence
- les comptes augmentés permettent d'aborder et approfondir la mesure des champs qui sont particulièrement pertinents pour un pays.

Détail – les comptes augmentés apportent une contribution significative à l'analyse économique en fournissant des informations plus détaillées que les comptes standards.

Cohérence – les comptes augmentés permettent de relier les variables collectées pour un domaine à d'autres variables de manière cohérente et comparable. Par exemple, le Tableau Entrées-Sorties, combiné avec les comptes d'émissions atmosphériques, permet

d'analyser le contenu en gaz à effet de serre des importations, ce qui aide à estimer les émissions indirectes dues à la consommation en France de produits fabriqués à l'étranger.

Quelles suites et pistes de développement privilégieriez-vous ?

Il existe une énorme production de services par les ménages, allant du temps consacré à l'éducation des enfants au soin à domicile des parents malades, notamment ceux souffrant de maladies de longue durée comme la démence. Ces activités, qui se situent en dehors du PIB, mériteraient des comptes augmentés. Le Système de comptabilité nationale récemment révisé fournit le cadre pour un tel compte, assurant ainsi une comparabilité internationale.

DE NOUVELLES FAÇONS DE RECUEILLIR L'INFORMATION

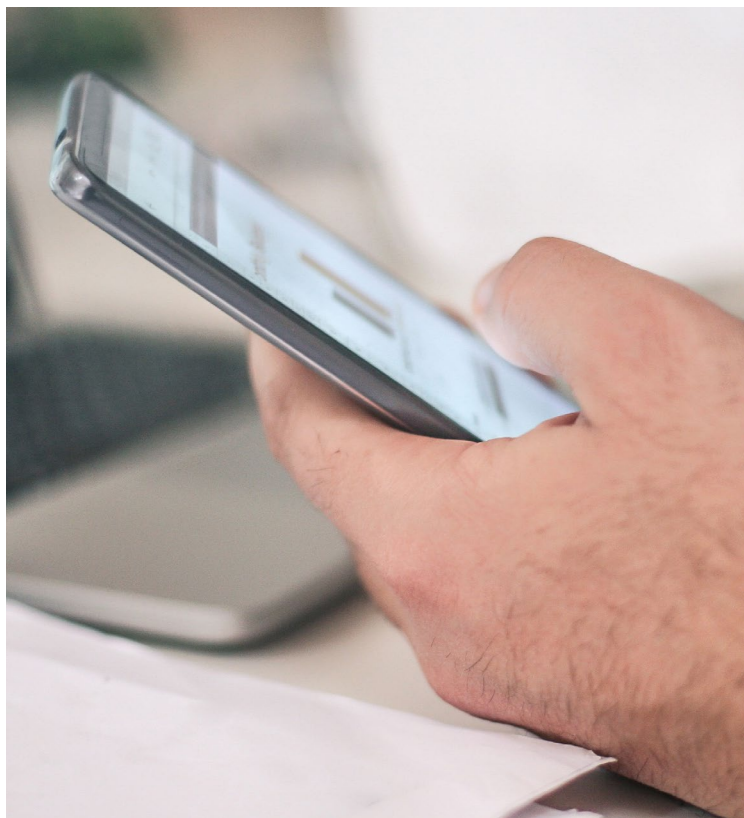
En 2024, de nouvelles étapes de modernisation de la collecte des données ont encore été franchies : un questionnaire internet du recensement de la population repensé, un portail de collecte qui simplifie l'accès aux enquêtes en ligne et un cadre juridique européen qui ouvre la voie à l'exploitation des données privées.

Un questionnaire de recensement plus accessible et ergonomique : pari réussi !

Avec 9 millions de répondants à l'enquête du recensement de la population chaque année, la simplification et la modernisation de la collecte ont toujours été une priorité pour l'Insee. Dans cette optique, en 2024, l'ergonomie du questionnaire du recensement a été entièrement repensée grâce au soutien du programme d'entrepreneurs d'intérêt général (EIG), piloté par Étalab (département de la Direction interministérielle du numérique).

Le questionnaire sur le logement et le bulletin individuel s'adaptent désormais aux différents supports numériques (ordinateurs, tablettes et smartphones). Ils sont devenus accessibles à tous les publics, y compris les personnes en situation de handicap. De nouvelles fonctionnalités (autocomplétion...) ont fait leur apparition, afin de faciliter la tâche des répondants tout en assurant des réponses plus précises et plus complètes.

Finalement, en 2024, le taux de réponse par internet a approché 70 %, soit 5 points de plus que l'année précédente. L'opération a été une réussite, non seulement pour les usagers, mais aussi pour les mairies et l'Insee dont la gestion des questionnaires s'en est trouvée facilitée. Fort de ce succès, ces améliorations vont être étendues à d'autres enquêtes, à commencer par celles auprès des ménages.



Une nouvelle plateforme mutualisée de réponse aux enquêtes en ligne

Moderniser et unifier les outils de collecte existants, tel est l'objectif du projet de « filière d'enquête » articulée ménages et entreprises. Cette filière (gamme d'outils) vise à mutualiser et moderniser la réalisation des enquêtes auprès des ménages et des entreprises de l'Insee et des services statistiques ministériels intéressés, dans une démarche globale de convergence des processus de conception et de gestion des enquêtes. Pour les enquêtes par internet, une nouvelle plateforme a ainsi été conçue pour offrir aux répondants des enquêtes un portail d'accès unique aux questionnaires et à diverses informations relatives aux enquêtes. Elle vise à remplacer les deux plateformes distinctes qui existaient jusqu'ici, l'une pour les enquêtes ménages et l'autre pour les enquêtes entreprises. En 2024, deux enquêtes de l'Insee ont utilisé avec succès cette nouvelle plateforme pour la première fois : l'enquête Logement, qui avait la



particularité d'être la première enquête multi-mode séquentielle (plusieurs modes de réponse possibles successivement : internet, puis téléphone, puis face-à-face) et l'enquête inédite sur la filière automobile. Par la suite, de plus en plus d'enquêtes auprès des ménages et des entreprises seront hébergées sur cette plateforme, y compris celle impliquant des parcours utilisateurs plus complexes (cas d'enquêtes concernés par plusieurs interrogations par exemple).

Des données privées pour alimenter le débat européen

Pierre angulaire des statistiques européennes, le règlement 223/2009 établit un cadre juridique pour le développement, la production et la diffusion de statistiques communautaires. Sa dernière révision, publiée le 6 décembre 2024, représente une avancée majeure en facilitant l'utilisation de données privées pour la production de statistiques nationales et européennes : par exemple, des données issues des plateformes de locations touristiques ou encore celles des opérateurs de téléphonie mobile, comme l'a rappelé un billet de blog. En effet, l'Insee avait déjà recours aux données privées (données de caisse de la grande distribution par exemple), mais dans le cadre strict de la loi de 1951 (loi

statistique nationale), restrictive sur l'obligation de transmission des données privées. La révision du règlement 223 pose dorénavant un cadre juridique solide opposable aux détenteurs de données privées afin que la transmission de données soit pérenne et de qualité, tout en garantissant la confidentialité. L'Insee a largement contribué à ce processus de révision, via l'organisation avec Eurostat d'un séminaire dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, qui avait réuni en avril 2022 les directeurs généraux des instituts européens de statistiques. De nouveaux horizons s'ouvrent pour la production de statistiques harmonisées au niveau européen !

DE NOUVELLES MÉTHODES

L'Insee innove avec l'intelligence artificielle, affine ses méthodes de diffusion et modernise ses outils statistiques.

L'intelligence artificielle (IA) au service de la statistique publique

L' Insee est engagé, aux côtés d'instituts de 13 autres pays, dans un projet de centre de ressources lancé par Eurostat en avril 2024, pour exploiter l'IA et le *machine learning* (apprentissage automatique) afin d'accélérer et d'enrichir la production et diffusion de statistiques. Favorisant innovation et collaboration, le projet vise à améliorer précision et efficacité en développant des solutions comme la détection d'anomalies ou l'analyse d'images satellites pour l'usage des

sols. La plateforme technique mise à disposition de l'ensemble des partenaires du projet est opérée par l'Insee avec la technologie *open source* Onyxia dont elle porte la communauté. De plus, l'Insee mobilise également ces nouvelles technologies dans ses travaux sur un nouveau système de codification automatique, plus simple et plus précis, des professions et catégories socio-professionnelles selon la nomenclature 2020 à partir des réponses au recensement et aux enquêtes.

Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) : une nouvelle méthode pour garantir la confidentialité des données

A la suite de la révision des contours des quartiers de la politique de la ville en janvier 2024, les statistiques sont désormais publiées simultanément sur les anciens et nouveaux contours. Au lieu de masquer un grand nombre de données pour empêcher la reconstitution d'informations, la méthode des « clés aléatoires » (*cell key method*) garantit le secret

statistique en limitant la suppression d'informations et facilite la diffusion des statistiques sur plusieurs zonages infra-communaux. Des études tant nationales que régionales ont accompagné la mise à disposition de ces données, par exemple une analyse des mobilités résidentielles des habitants vivant dans ces quartiers et un portrait des nouveaux QPV de la région Centre-Val de Loire.

Un nouveau Système d'information de la démographie des entreprises (SIDE)

En 2024, ce nouveau dispositif SIDE a intégralement remplacé le Répertoire des entreprises et des établissements (REE) jusqu'ici utilisé pour suivre la dynamique du tissu productif. Grâce à une méthodologie renouvelée et un champ couvert plus large, il est à présent possible de détecter les entreprises réellement actives économiquement et d'en déduire des taux de création et de cessation d'entreprises plus pertinents.

Changement de base pour les comptes nationaux

L' Insee a publié en 2024 les comptes nationaux en base 2020. Cette révision quinquennale qui concerne la majorité des pays de l'Union européenne consiste à s'appuyer sur de meilleures sources et à modifier certaines méthodes pour mieux décrire le fonctionnement de l'économie. En France, 30 000 séries statistiques ont été touchées par ce changement.



ALLER AU-DEVANT DE TOUS LES PUBLICS

ENRICHIR L'OFFRE POUR LES UTILISATEURS AVERTIS

L'Insee facilite et modernise l'utilisation de ses données et se mobilise pour une information statistique pertinente au niveau des territoires.

Des actions pour éclairer les décideurs

Partout sur le territoire, l'Insee s'est mobilisé pour aider à mieux comprendre les enjeux locaux et éclairer les choix stratégiques des collectivités et autres décideurs publics : par exemple, en Normandie, l'Insee a présenté les évolutions futures de la population active lors du séminaire « Engagements 2050 sur les compétences », issues d'une étude en partenariat avec la Région qui a donné lieu à une conférence de presse commune avec son président. Il a participé à un autre séminaire organisé par l'Agence Régionale de la Santé et le préfet de région sur l'attractivité des métiers de la santé et ses besoins de renouvellement, à l'occasion de la signature de la charte partenariale d'engagement sur le sujet. Il a présenté au Medef Normandie les études réalisées sur la problématique du télétravail et des mobilités résidentielles. L'institut a aussi apporté son expertise sur un projet de déménagement des tribunaux à Marseille, à la demande du préfet de région et du ministère de la Justice. Dans les Pays de la Loire comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Insee a organisé des événements associant de nombreux participants et faisant intervenir la Banque de France et d'autres institutions en charge du développement économique telles que les Chambres de commerce et industrie pour éclairer la situation économique régionale et ses mutations. En Île-de-France, dans le cadre du Comité régional pour l'information économique et sociale (Cries), un tableau de bord régional sur la conjoncture sociale a été élaboré, en lien avec des enjeux comme l'accès au logement et à l'emploi.



REGARD EXTÉRIEUR



DENIS VANIER
JOURNALISTE
INDÉPENDANT,
SPÉCIALISÉ DANS
L'EXPLOITATION
DES DONNÉES
GÉOGRAPHIQUES

Pouvez-vous nous expliquer votre métier et quelles données de l'Insee vous utilisez ?

Je suis journaliste indépendant, spécialisé dans l'exploitation des données géographiques. J'utilise très souvent les données de l'IGN ou les images satellites, mais aussi toutes

Des outils pour s'approprier les données

Melodi (pour « Mon espace de livraison en open data à l'Insee »), la nouvelle application qui permet de faciliter l'accès aux données de l'Insee et leur exploitation, a ouvert à l'été 2024. Fer de lance de la modernisation de la diffusion des données statistiques, ce dispositif offre les services suivants : un catalogue qui permet aux utilisateurs de rechercher un jeu de données spécifique à partir de filtres (le niveau géographique, l'axe d'analyse ou encore la source), un dispositif de prévisualisation des jeux de données et enfin, un dispositif de téléchargement au moyen d'une interface de programmation d'application (API). Le catalogue des données s'enrichira au fil du temps et devrait accueillir la quasi-totalité des jeux de données de l'Insee d'ici 2026.

En fin d'année, l'Insee a mis en ligne un espace thématique dédié aux statistiques d'entreprise. Il offre une vue structurelle complète du système productif en France, avec, en première approche, une série de vidéos pédagogiques en 4 épisodes pour bien appréhender les différents concepts d'entreprise. Autre innovation, un outil de cartographie infracommunale quadrille dorénavant le territoire français par des carreaux de 200 m et 1 km de côté, et calcule des indicateurs socio-économiques sur



ces zones ; garant du secret statistique, l'outil permet de visualiser sous forme de cartes et d'exporter ces indicateurs « au carreau », pour des zones spécifiques. Un dispositif assurément utile pour les décideurs publics locaux, qui s'enrichira au fil de l'eau. Cet outil et les autres dispositifs permettant de visualiser les données locales, notamment celles issues du recensement de la population, ont été présentés en de multiples occasions, par exemple aux participants des événements que sont les Geodatadays, le Festival International de Géographie de Saint-Dié-les-Vosges et les Rendez-vous de l'histoire de Blois, ou encore lors de trois webinaires destinés aux élus locaux de Nouvelle-Aquitaine.

les informations statistiques de l'Insee disponibles à des échelles ultra-locales, notamment à l'Iris (îlot regroupé pour l'information statistique). Par exemple, pour une enquête publiée par Médiacités sur la ségrégation scolaire dans la métropole lilloise, j'ai traité les fichiers détails du recensement afin d'identifier le profil social des parents d'enfants en âge d'aller au collège au sein de chaque Iris.

Comment l'outil de cartographie infra-communale vous aide-t-il dans le cadre de

votre travail de journaliste et que vous apporte-t-il de nouveau ?

Cet outil m'est très utile pour effectuer une première visualisation des données carroyées et vérifier leur disponibilité à l'échelle de 200 m sur le secteur qui m'intéresse. Je l'ai utilisé dernièrement pour identifier la part des populations âgées sur le littoral breton. Une première exploration sur la carte interactive m'a permis de poser l'hypothèse d'un âge médian croissant à l'approche du rivage, à l'échelle régionale. Ce qui s'est vérifié ensuite lors

de l'analyse avec des outils géomatiques.

Quelles options trouvez-vous les plus utiles ?

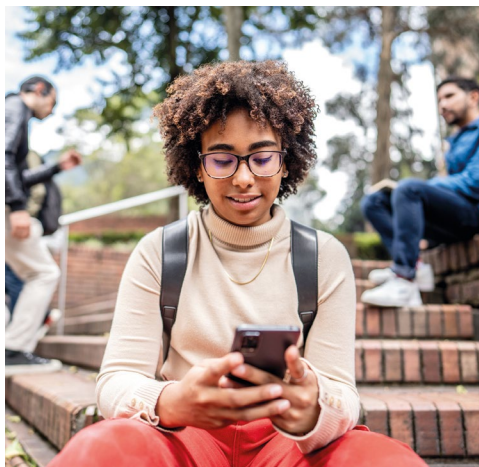
Le fait de changer facilement d'échelle de carroyage (20 km, 1 km, 200 m) en zoomant dans la carte permet de décider de l'échelle d'analyse la plus appropriée avant de télécharger l'ensemble des données pour les traiter dans un programme en Python. L'importation d'un fichier au format GeoJSON (format d'échange de données géospatiales) est très pratique pour superposer les limites de notre zone de travail sur la carte.

ALLER À LA RENCONTRE DE TOUS, EN PARTICULIER DES JEUNES PUBLICS

Face à l'exposition grandissante des citoyens à une profusion de données et aux infox, l'Insee poursuit ses efforts pour développer la culture statistique de tous.

Des ressources pour comprendre et exploiter les données

Porte d'entrée pédagogique dédiée à la mise à disposition de ressources et d'outils à destination des professeurs et des élèves principalement, la rubrique intitulée « Découvrir, apprendre, enseigner » d'insee.fr a été enrichie et restructurée début 2024. Afin d'élargir son audience en direction d'un public plus jeune sur les réseaux sociaux, l'Insee a ouvert son compte Instagram en septembre 2024. En plus de contenus sur des sujets d'actualité, il propose des séries de posts liés aux programmes scolaires, pour le bénéfice des lycéens. Organisée depuis 7 ans par Eurostat et une vingtaine de pays, l'édition 2024 de la compétition européenne de statistiques a été un succès en termes d'inscriptions (1 000 lycéens ont participé en France).



Des actions menées sur l'ensemble du territoire

Sur l'ensemble du territoire, l'institut mène des actions pour sensibiliser les jeunes aux statistiques, le plus souvent dans le cadre de conventions de partenariat entre les directions régionales et les rectorats, signées dans 10 régions. Citons notamment des interventions dans 20 lycées, touchant 1 900 lycéens, en Bourgogne-Franche-Comté ; devant 1 200 élèves de CM2, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou encore à l'Université de Caen. Des formations et présentations à l'attention des enseignants ont également été organisées, par exemple sous la forme de webinaires thématiques destinés aux professeurs de Sciences économiques et sociales

en Occitanie ou pour co-produire avec des enseignants des ressources interdisciplinaires en Bretagne. Pour favoriser la transmission à un public plus large, l'Insee vise aussi les journalistes, avec des ateliers proposés aux datajournalistes ou des rencontres organisées avec les rédactions des médias locaux en Corse notamment.

L'Insee est également allé à la rencontre du grand public, par exemple dans le Grand Est en ouvrant les portes de son établissement de Metz lors des Journées européennes du Patrimoine, des occasions privilégiées pour rendre les statistiques accessibles à tous.



CONSTRUIRE UNE STATISTIQUE PARTAGÉE

AU NIVEAU NATIONAL, DES RÉPERTOIRES AU SERVICE DES UTILISATEURS

L'Insee déploie des efforts pour être au service des entreprises et des collectivités territoriales.

L'aboutissement du projet de modernisation du répertoire Sirene

En mars 2024, la 4^e refonte d'ampleur du répertoire inter administratif Sirene depuis sa création il y a une cinquantaine d'années s'est achevée. Une tâche complexe du fait de l'importance des volumes en jeu : plus de 16 millions d'établissements actifs inscrits dans ce répertoire ! Fabrice Moreau, Audrey Rimlinger et Céline Teillagorry, de l'équipe du site Sirene de Bordeaux, très impliquée dans le développement du projet, indiquent que « cette refonte, inscrite

dans le contexte de déploiement du guichet unique pour les formalités des entreprises, a permis de gagner en efficacité pour traiter les formalités des entreprises grâce à davantage d'automatisation. L'entreprise déclarante a également une meilleure visibilité du suivi de son dossier ». Pour le public, la consultation du répertoire est améliorée et plus conviviale, avec notamment la possibilité de géolocaliser les établissements.

Les fonctions régaliennes de l'institut à l'épreuve des élections législatives anticipées

La succession rapide des événements politiques (remaniement ministériel, élections législatives anticipées, changements de gouvernement) en France en 2024 a placé l'Insee dans une situation inédite dans le cadre de ses fonctions régaliennes. Celle-ci a mis en lumière des immatriculations singulières : celles des parlementaires et des ministères. En effet, comme l'expliquent Caroline Piroth et Pascale Haye-Delise, responsables des pôles Sirene « associations » à la DR Grand-Est et Sirene « secteur public » en Centre-Val de Loire qui en ont la charge, « tout organisme public a besoin d'un numéro Siret pour fonctionner. Sans celui-ci, un ministère, un député ou un sénateur ne pourrait ni embaucher de conseiller ni régler de factures ».

En outre, le répertoire électoral unique (REU) géré par l'Insee en collaboration avec le ministère de l'Intérieur a été mis à l'épreuve de la convocation d'élections législatives les 30 juin et 7 juillet à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale. Une grande réactivité a été nécessaire pour s'adapter à une situation inédite : faire face à des élections européennes suivies d'élections législatives en trois semaines ! Les équipes se sont également fortement mobilisées pour assurer le bon fonctionnement du système d'information face au pic de sollicitations des communes pour l'enregistrement des demandes d'inscription sur les listes électorales et d'un nombre record de procurations : 3,4 millions d'électeurs en ont établi une pour au moins l'un des deux tours, soit 7 % des inscrits.

AU NIVEAU EUROPÉEN, DES ÉCHANGES ENTRE STATISTICIENS

L'Insee renforce son engagement européen à travers des projets et événements qui favorisent innovation et coopération.



Dans le cadre de sa participation au **Système statistique européen**, l'Insee s'implique activement dans les projets de l'agenda pour l'innovation de la statistique européenne. Ces projets collaboratifs visent notamment à développer des outils pour la production statistique. Par exemple, il fait partie du centre d'excellence européen sur l'analyse des séries temporelles et la confidentialité des données, le STACE (pour *Statistical Methods and Tools for Time Series, Seasonal Adjustment and Statistical Disclosure Control*), dont les travaux se sont achevés en août 2024. L'institut contribue également activement à la partie méthodologie du projet *Smart Survey Integration* dont l'objectif est d'optimiser les méthodes de collecte des données ; en 2024, il a aussi poursuivi ses travaux sur le profilage européen des entreprises, en partenariat avec les instituts européens, avec un *grant* obtenu dans le cadre du projet *Registers, micro-data linking and MNEs in business statistics*. Le profilage européen devrait désormais jouer un rôle plus central dans l'analyse et l'évaluation de la mondialisation et ainsi améliorer la qualité des statistiques d'entreprises. L'Insee

a également participé aux projets portant sur les données de téléphonie mobile.

Le séminaire « *Towards a more statistically literate future* », organisé à Bruges par la présidence belge de l'Union européenne a réuni des statisticiens, des chercheurs et des experts du domaine pour discuter des défis et des opportunités liés à l'amélioration de la culture statistique au sein de la société. L'Insee a partagé avec ses homologues les travaux menés en France en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, notamment la page « Culture statistique et enseignements » du site dédié aux enseignants, Eduscol, ainsi que les actions pédagogiques menées, de plus en plus nombreuses.

Le séminaire européen sur la qualité des statistiques, qui s'est tenu à Estoril, au Portugal, traduit l'engagement des statisticiens européens dans le partage de connaissances. Le fil directeur de cette 11^e édition était « Les statistiques publiques, pilier de la démocratie ». L'Insee y a présenté 8 contributions, sur la gouvernance et la gestion de la qualité, mais aussi sur des aspects méthodologiques ou l'apprentissage automatique.

AGIR À L'INTERNATIONAL

L'Insee poursuit sa coopération statistique internationale en participant activement aux évolutions méthodologiques mondiales.

La première édition de la Conférence internationale Cosmos sur les métadonnées, organisée par l'institut en avril 2024 à Paris, illustre un aspect clé de cette coopération. Cet événement se concentre sur l'utilisation des métadonnées pour améliorer la gestion et l'analyse des données massives, un enjeu majeur à l'échelle mondiale. Il permet aux experts de partager des pratiques innovantes, de discuter des défis techniques et éthiques, et de renforcer l'interopérabilité des systèmes statistiques. L'édition 2024 a connu un grand succès, plus d'une centaine de participants et plus d'une vingtaine de pays ont été représentés.

La délégation de l'Union européenne à Phnom Penh a, le 12 décembre, officiellement lancé le projet de jumelage avec l'Institut cambodgien de la statistique mis en œuvre par un consortium piloté par l'Institut italien de statistique et dont l'Insee est partie prenante. Le projet a pour objectif principal d'« améliorer la qualité du système statistique au Cambodge » et comporte trois volets, dont l'un piloté par l'Insee porte sur la gouvernance de l'institut et sur la coordination du système statistique cambodgien.

En parallèle, des experts de l'Insee sont intervenus sur le thème de la protection des données et des infrastructures informatiques lors du séminaire annuel coorganisé par Afristat, l'observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne, et l'Insee, qui s'est tenu en Côte d'Ivoire. L'Insee contribue ainsi à la construction d'un réseau africain de statisticiens capable de répondre aux enjeux contemporains du développement. La bibliothèque de l'Insee a accueilli en juin le colloque international sur les tendances récentes dans les sciences sociales de la quantification, au cours duquel chercheurs et statisticiens ont échangé sur des méthodes innovantes et sur les questions théoriques et pratiques liées à l'utilisation des données dans les sciences sociales. Pour la bibliothèque, cela a été l'occasion de présenter ses collections à plus d'une cinquantaine de chercheurs spécialisés dans l'étude des statistiques, de tous horizons géographiques.

REGARD EXTÉRIEUR



ELSA DHULI,
DIRECTRICE GÉNÉRALE
DE L'INSTAT (INSTITUT DE
STATISTIQUES D'ALBANIE)

Quand a débuté l'aide de l'Insee à votre institut ?

Dans un contexte d'ouverture de l'Albanie à l'international et des réformes qui ont alors été adoptées, l'INSTAT a été créé en 1993. L'Insee a été l'un des premiers partenaires et l'un des plus durables, apportant une aide cruciale dans divers domaines statistiques pour aider l'institut à faire face aux défis d'améliorer la capacité professionnelle, l'infrastructure et les méthodologies statistiques.

Quels ont été les apports de l'Insee « à travers le temps » ?

L'assistance la plus importante a concerné les investissements menés pour produire des statistiques économiques fiables et le renforcement des capacités en matière de comptes nationaux, de statistiques sociales et d'autres statistiques économiques. Un registre des entreprises a été créé pour la première fois, servant de base à une production statistique moderne. L'Insee a également apporté un soutien substantiel aux développements des statistiques sur les prix, du registre des entreprises et de l'enquête sur les statistiques structurelles sur les entreprises.

Et actuellement, quels sont les thèmes sur lesquels l'Insee vous apporte un soutien ?

L'INSTAT travaille intensément sur les étapes de l'intégration dans l'Union européenne de l'Albanie, ce qui nécessite de renforcer le système statistique national. Nous apprécions particulièrement le soutien apporté à la préparation du prochain recensement de la population et des logements fondé sur l'utilisation des sources administratives et le recours aux technologies modernes. La coopération mutuelle engagée entre nos institutions devrait nous aider à atteindre ces objectifs et ainsi à atteindre les normes européennes en matière de production et de transmission à Eurostat de statistiques actualisées et de haute qualité.





LES MOYENS ET L'ORGANISATION DE L'INSEE

LES MISSIONS DE L'INSEE

Pour mener à bien ses missions de collecte, de production, d'analyse et de diffusion des informations sur l'économie et la société françaises, l'Insee repose sur une organisation et des moyens humains et matériels répartis sur l'ensemble du territoire français.

Établir des diagnostics conjoncturels

L'Insee élabore régulièrement des diagnostics et des prévisions sur la situation économique de la France. Il mesure le taux de chômage tous les trimestres, il estime la consommation des ménages et le produit intérieur brut, et calcule chaque mois l'indice des prix à la consommation pour mesurer l'inflation.

Connaître les entreprises

L'Insee recueille des informations sur la structure des entreprises (taille, secteur...) et leur activité (carnet de commandes, investissement...). Il conduit également des enquêtes thématiques : consommation d'énergie, nouvelles technologies, innovation...

Observer l'évolution de la société

L'Insee mène des enquêtes statistiques auprès des ménages ou des personnes. Des enquêtes régulières mesurent l'évolution de situations économiques et sociales majeures (confiance des ménages, emploi, technologies de l'information...), et des enquêtes structurelles, menées tous les cinq à dix ans, se concentrent sur certains comportements ou phénomènes (vie quotidienne et santé, logement, ressources et conditions de vie...). Le recours aux fichiers administratifs permet d'obtenir des données sans recourir à des enquêtes, coûteuses pour la collectivité, notamment sur l'emploi, les salaires, la distribution des revenus.

Réaliser le recensement de la population

Chaque année, l'Insee pilote l'enquête de recensement de la population. Celle-ci permet de connaître l'évolution démographique de la population, d'évaluer les besoins en infrastructures qui en découlent et de déterminer les dotations que l'État alloue aux communes.

Décrire et analyser les régions et les territoires

Fort de ses implantations régionales, l'Insee développe une connaissance fine des territoires français. Les directions régionales de l'Insee produisent des études souvent en partenariat avec les acteurs publics locaux, qu'elles accompagnent par ailleurs en matière de conseil et d'expertise lorsqu'ils déploient des politiques publiques.

Gérer de grands répertoires

L'Insee est chargé par la loi de tenir à jour trois répertoires nationaux : le répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP), le répertoire électoral unique (REU) et le système informatisé du répertoire des entreprises et des établissements (Sirene). L'Insee participe également au répertoire mondial du *Legal Entity Identifier* (LEI) ; il émet cet identifiant pour les entités juridiques de droit français.

Diffuser ses statistiques et ses études

L'Insee n'est pas seulement un institut de statistique. Les études économiques et sociales font partie de ses missions. Les sujets sont choisis de manière à répondre au mieux aux besoins des décideurs publics et privés et aux préoccupations de la société. Une communication active s'efforce d'assurer la meilleure diffusion des études réalisées, notamment dans les médias et sur les outils de communication numérique de l'institut. Une large gamme de publications accessibles gratuitement sur insee.fr permet de couvrir les besoins des différents utilisateurs.

Perfectionner ses méthodes et évaluer la qualité

L'Insee ne cesse de faire progresser ses méthodes : il expérimente l'apport de nouvelles données et élabore des traitements statistiques pour les exploiter au mieux. Il s'attache aussi à optimiser les protocoles de collecte de données de ses enquêtes. Ces actions sont menées avec les services statistiques ministériels ainsi que par le biais de partenariats.

Contribuer à la statistique européenne et internationale

L'Insee participe au système statistique européen, qui a pour objectif de développer, produire et diffuser des statistiques comparables entre les pays de l'Union européenne. Il contribue également à la construction de la statistique internationale en coopérant notamment avec des organismes internationaux et en apportant son expertise auprès d'instituts nationaux de statistique.

LE BUDGET DE L'INSEE

Le budget total de l'Insee est de

473,5 M€

selon la loi de finances initiale de 2024
(crédits de paiement)



395,9 M€

BUDGET DE PERSONNEL



55,7 M€

BUDGET DE FONCTIONNEMENT



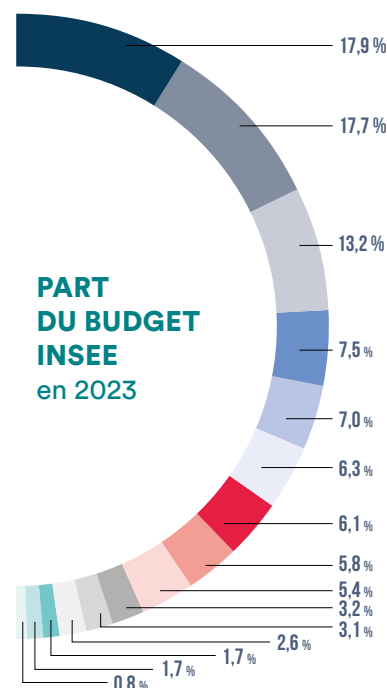
21,9 M€

BUDGET D'INTERVENTION

RÉPARTITION DU BUDGET SELON LE COÛT COMPLET* DES GRANDES OPÉRATIONS DE L'INSEE

OPÉRATIONS

- Recensement de la population
- Enquêtes ménages
- Action régionale
- Répertoires d'entreprises
- Statistiques structurelles entreprises
- Pilotage stratégique, coordination, international
- Diffusion nationale
- Statistiques court terme entreprises
- Indice des prix à la consommation
- Statistiques administratives sur l'emploi et les revenus
- État civil et fichier électoral
- Comptabilité nationale
- Enquêtes entreprises thématiques
- Études
- Conjoncture



*Le coût complet réintègre dans chaque opération le coût des fonctions supports et transverses (gestion administrative, immobilier, informatique...)

LES FEMMES ET LES HOMMES DE L'INSEE

Les moyens de l'Insee sont répartis entre la direction générale, située à Montrouge, les directions régionales et les centres et services nationaux informatiques. En outre-mer, les directions régionales prennent la forme de directions interrégionales secondées par des services régionaux.

Les effectifs 2024 en chiffres

5 010 AGENTS

**DONT 3 850 RÉPARTIS DANS
LES 15 DIRECTIONS RÉGIONALES**

55%

DE FEMMES

53%

DE MOINS DE 50 ANS



RÉPARTITION
DE L'EFFECTIF
TOTAL
PAR GRADE

A+

6%

A

28%

B

43%

C

23%

40%

**DES A ET A+ SONT
DES FEMMES**

L'organigramme de la direction générale

(au 31 mars 2024)



YAËLLE HAUSEUX
DIRECTRICE DE CABINET



JEAN-LUC TAVERNIER
DIRECTEUR GÉNÉRAL



PASCAL RIVIÈRE
CHEF DE L'INSPECTION
GÉNÉRALE



SYLVIE LAGARDE
DÉLÉGUÉE
À L'ENCADREMENT
SUPÉRIEUR

Le secrétariat général



KARINE BERGER
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

ADRIEN FRIEZ
Chef de l'unité
coordination
des activités
transversales

PATRICK REDOR
Chef de l'unité
affaires juridiques et
contentieuses

**NICOLAS
VANNIEUWENHUYZE**
Chef du
département des
affaires financières

**JEAN-CHRISTOPHE
FANOUILLET**
Chef du
département cadre
de vie et conditions
de travail

**ISABELLE
ROLIN**
Cheffe
du département
des ressources
humaines

Les directions



**JEAN-SEVERIN
LAIR**
DIRECTEUR
DU SYSTÈME
D'INFORMATION



**SYLVAIN
MOREAU**
DIRECTEUR
DES STATISTIQUES
D'ENTREPRISES



**CHRISTEL
COLIN**
DIRECTRICE
DES STATISTIQUES
DÉMOGRAPHIQUES
ET SOCIALES



**NICOLAS
CARNOT**
DIRECTEUR
DES ÉTUDES
ET SYNTHÈSES
ÉCONOMIQUES



**ALAIN
BAYET**
DIRECTEUR
DE LA DIFFUSION
ET DE L'ACTION
RÉGIONALE



**CORINNE
PROST**
DIRECTRICE DE LA
MÉTHODOLOGIE ET
DE LA COORDINATION
STATISTIQUE ET
INTERNATIONALE

**JEAN-FRANÇOIS
EUDELINÉ**
Chef
du département
production
et infrastructure
informatiques

ALAIN DIVE
Chef
du département
développement
du système
d'information

PIERRE LAMARCHE
Chef de l'unité
innovation
et stratégie
du système
d'information

OLIVIER HAAG
Chef
du département
répertoires,
infrastructures
et statistiques
structurelles

NICOLAS STUDER
Chef du
département
statistiques de
court terme

PIERRE BISCOURP
Chef du
département
synthèses
sectorielles

SYLVIE LE MINEZ
Cheffe de l'unité
des études
démographiques
et sociales

VLADIMIR PASSERON
Chef du
département de
l'emploi et des
revenus d'activité

MICHEL DUÉE
Chef
du département
des ressources
et des conditions
de vie des ménages

MURIEL BARLET
Cheffe
du département
de la démographie

AURÉLIEN DAUBAIRE
Chef du
département des
prix à la
consommation et
enquêtes ménages

DORIAN ROUCHER
Chef
du département de
la conjoncture

PAULINE GIVORD
Cheffe
du département
des études
économiques

MARIE LECLAIR
Cheffe
du département
des comptes
nationaux

**FRANÇOIS
GUILLAUMAT-THILLIET**
Chef du secrétariat
du Conseil national
de l'information
statistique

NICOLAS SAGNES
Chef de l'unité
pilote et offre de
données

LIONEL JANIN
Chef
du département
de l'offre éditoriale

XAVIER BONNET
Chef
du département de
l'action régionale

**CÉLINE ZANA
ROUQUETTE**
Cheffe
du département
communication
et services
aux publics

ÉRIC LESAGE
Chef
du département
méthodes
statistiques

FRÉDÉRIC MINODIER
Chef de l'unité
qualité

OLIVIER BIAU
Chef du
département
coordination
statistique et
internationale

ROMAIN LESUR
Chef de l'unité
SSP Lab

GWENAËLLE BRILHAUT
Cheffe de l'unité
offre de services de
la filière d'enquête

L'INSEE EN RÉGIONS



DIRECTION RÉGIONALE HAUTS-DE-FRANCE

DIRECTRICE : CATHERINE RENNE

302 AGENTS

DIRECTION RÉGIONALE ÎLE-DE-FRANCE

DIRECTRICE : ISABELLE
KABLA-LANGLOIS

230 AGENTS

REIMS

METZ

NANCY

STRASBOURG

DIRECTION RÉGIONALE GRAND EST

DIRECTEUR : FRANÇOIS BRUNET

627 AGENTS

DIRECTION RÉGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

DIRECTEUR : BERTRAND KAUFFMANN

188 AGENTS

DIJON

BESANÇON

DIRECTION RÉGIONALE AUVERGNE- RHÔNE-ALPES

DIRECTEUR : JÉRÔME HARNOIS

304 AGENTS

LYON

DIRECTION RÉGIONALE PROVENCE ALPES-CÔTE D'AZUR

DIRECTRICE : VALÉRIE ROUX

215 AGENTS

MONTPELLIER

MARSEILLE

DIRECTION RÉGIONALE CORSE

DIRECTEUR : CHRISTOPHE BASSO

46 AGENTS

AJACCIO

 **Siège de la direction
générale**

 **Siège de la direction
régionale**

 **Établissement
régional ou service
territorial**

 **Direction
interrégionale**

 **Centre de formation**

TRAVAILLER À L'INSEE



Diversité et actions de sensibilisation

En 2023, l'Insee a obtenu un avis très favorable pour le renouvellement des labels « égalité professionnelle » et « diversité » décernés par l'Afnor. Relayant des actions nationales ou suivant certaines thématiques (handicaps visuels, auditifs, psychiques...), la direction régionale de Bourgogne-Franche-Comté a par exemple mené en 2024 plusieurs actions de communication. Au total, plus d'une quinzaine d'actions ont été réalisées.

Modernité et écologie : les nouveaux locaux de Bordeaux et Lyon

L'Insee poursuit sa démarche respectueuse de l'environnement en modernisant ses locaux.

À Bordeaux, 125 agents ont emménagé dans l'immeuble Insight, inauguré par le Directeur général en mars 2024. Ce bâtiment inter-administratif incarne une construction de nouvelle génération, synonyme de haute qualité architecturale et environnementale (économies d'énergie, nombreuses places

de vélos...) et offre un cadre professionnel de qualité.

À Lyon, 200 agents ont intégré en avril 2024 un nouveau bâtiment moderne et écologique, situé au cœur du quartier de la Part-Dieu. Conçu pour répondre à leurs besoins et aux enjeux environnementaux, ils bénéficient d'espaces lumineux, collaboratifs et équipés pour la mobilité douce.

Stagiaires de troisième et seconde : une immersion au cœur des métiers de l'Insee

En 2024, l'Insee a accueilli 150 élèves stagiaires de troisième et seconde, issus de divers horizons : partenariats scolaires, zones prioritaires (REP, QPV), recrutements en ligne, candidatures spontanées ou proches du personnel, au sein de sa direction générale et dans les directions régionales. L'objectif était de les sensibiliser à la culture

statistique et leur faire découvrir ses métiers et missions à travers des présentations et des activités concrètes, comme par exemple les élèves de seconde en stage à la direction régionale d'Île-de-France, qui ont mené intégralement une enquête sur les Jeux Olympiques de Paris 2024, de la création du questionnaire à la présentation des résultats.

Un système d'information dynamique et centré sur l'utilisateur

Depuis mars 2024, l'ensemble des agents de l'Institut bénéficie d'une nouvelle plateforme de **data science** plus performante et orientée **Cloud** : LS³, pour « Libre Service Kube ». Cet environnement intègre Onyxia, un logiciel *open source* développé à l'Insee. Celui-ci dispose d'une interface simplifiée, centrée sur l'ergonomie, qui offre un accès à des environnements de travail puissants. Ses atouts lui ont valu d'être adopté par un nombre croissant d'administrations, d'organisations non gouvernementales ou d'entreprises, y compris à l'étranger (Genes, Statistics Norway, Mercator Ocean International...).

Ces évolutions s'inscrivent dans une démarche DevOps combinant développement (Dev) et opérations (Ops, communément appelé Service Production). De plus, d'autres convergences entre services sont à l'œuvre avec des retours positifs, comme l'illustre le



projet de refonte des applications utilisées pour l'indice des prix à la consommation, développé en mode produit avec une approche centrée sur les utilisateurs finaux.

Dans un contexte de cybermenaces élevées, la prise en compte de la sécurité informatique est plus que jamais au cœur de chaque décision prise par l'Institut : en 2024, d'importants travaux de consolidation du dispositif de sécurisation des infrastructures et des réseaux ont été réalisés.

L'Insee joue un rôle clé dans l'innovation en **data science** en étant force de proposition. En juin 2024 s'est par exemple déroulée la quatrième édition du Funathon dans un cadre collaboratif, sur le thème « Décollage pour la **data science** » porté par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC). Les 80 participants ont pu s'exercer en R ou Python de manière guidée, au travers de carnets thématiques.

Adieu SAS, bonjour R

Le logiciel SAS est resté un incontournable dans le traitement statistique durant des décennies. L'Institut a fait le choix de recourir dorénavant au logiciel alternatif et libre R, auquel une grande majorité d'agents est progressivement formée.

Les métiers

L'Insee fait appel à des compétences variées qui couvrent les domaines suivants :



- **la production statistique :** méthodologie, conception et gestion d'opérations statistiques.



- **les analyses et études statistiques :** études statistiques nationales, synthèses économiques et analyses conjoncturelles.



- **l'action régionale, les relations avec les publics et la coordination :** missions de conseil-expertise auprès des acteurs publics en région, diffusion des publications et données, réponses aux utilisateurs, coordination de la statistique publique.



- **l'informatique :** développement et production informatique, pilotage et développement du système d'information et de la cybersécurité de l'institut.



- **les fonctions support :** gestion de la documentation et/ou de l'archivage; gestion des ressources humaines; gestion financière; expertise de domaine (droit, communication, achat public, prévention); secrétariat et assistance de gestion; ou encore soutien logistique.



- **la collecte :** l'Insee s'appuie sur un réseau d'enquêteurs spécialisés, qu'il s'agisse d'enquêtes auprès des ménages ou d'entreprises.



Les concours, le centre de formation et les écoles

Les concours

L'Insee recrute essentiellement ses agents par voie de concours. 18 concours internes ou externes couvrant 5 grades permettent d'intégrer l'Insee : enquêteur ; adjoint administratif principal ; contrôleur ; attaché statisticien ; administrateur. À compter de 2025, 31 places supplémentaires par an seront allouées aux élèves attachés afin de répondre à la demande de spécialistes de la donnée et de la gestion des systèmes d'information.

Le centre de formation de l'Insee

Créé le 1^{er} février 1996 à Libourne en Gironde, le Cefil est le centre de formation de l'Insee. Il a pour mission essentielle la conception et la dispense de formations initiales des adjoints administratifs, des contrôleurs et des enquêteurs arrivant à l'Insee ou promus dans un nouveau corps. Il se charge également de l'élaboration de formations à distance, de l'accueil d'une classe préparatoire intégrée (classe prépa Talents) au concours externe de contrôleur, de l'organisation et l'accueil de réunions et séminaires nationaux ou internationaux.

Le Groupe des écoles nationales d'économie et statistique (Genes)

L'Insee assure la tutelle technique du Genes, établissement public d'enseignement supérieur et de recherche rattaché au ministère chargé de l'Économie. Il regroupe quatre entités :

- l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensaie), qui forme les administrateurs du service statistique public et des statisticiens économistes pour le secteur privé ;
- l'École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (Ensa), qui forme les attachés du service statistique public et des cadres d'ingénierie statistique, de traitement de l'information et d'économie générale pour le secteur privé ;
- le Centre d'études des programmes économiques (Cepe), qui est un centre de formation continue, travaillant tant pour le secteur public que pour le secteur privé ;
- le Centre de recherche en économie et statistique (Crest).

La formation continue

Afin de favoriser la construction de parcours professionnels diversifiés et constructifs, les ressources humaines de l'Insee proposent aux agents publics des droits renforcés à formation et un accompagnement individualisé.

La stratégie de l'Insee d'opérer sa transition vers l'usage de logiciels libres (R- Python...) s'accompagne d'un effort particulier de formation pour développer une compétence élevée sur le self, ses nouveaux langages et ses meilleures pratiques.

Chiffres clés 2024

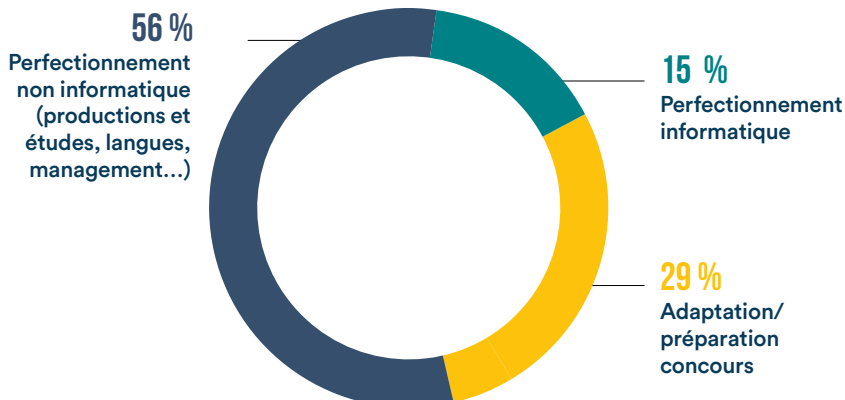
82,3%

DES AGENTS ONT PARTICIPÉ À AU MOINS UNE FORMATION

CHAQUE AGENT A SUIVI EN MOYENNE

7,7 JOURS DE FORMATION

RÉPARTITION DES HEURES DE FORMATIONS PAR TYPE



Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier

Conception éditoriale et rédaction en chef : Ingrid Lefebvre Hoang

Rédaction : Patrice Clochard, Myriem Lebrun, Ingrid Lefebvre Hoang, Sabrina Nowicki et Sébastien Seguin

Conception graphique et maquette : Citizen Press

Crédits photos : Getty images ; Insee.

Remerciements

Pour leur « regard extérieur » à : Elsa Dhuli, Pierre-Antoine Molina, Paul Schreyer, Denis Vanier

Pour leur témoignage à : Pascale Haye-Delise, Fabrice Moreau, Caroline Piroth, Audrey Rimlinger et Céline Teillagorry (Insee).

Pour la création de l'infographie sur les JOP à : Aloisia Teillet

Imprimé en mai 2025

Imprimeur : Paragon Transaction

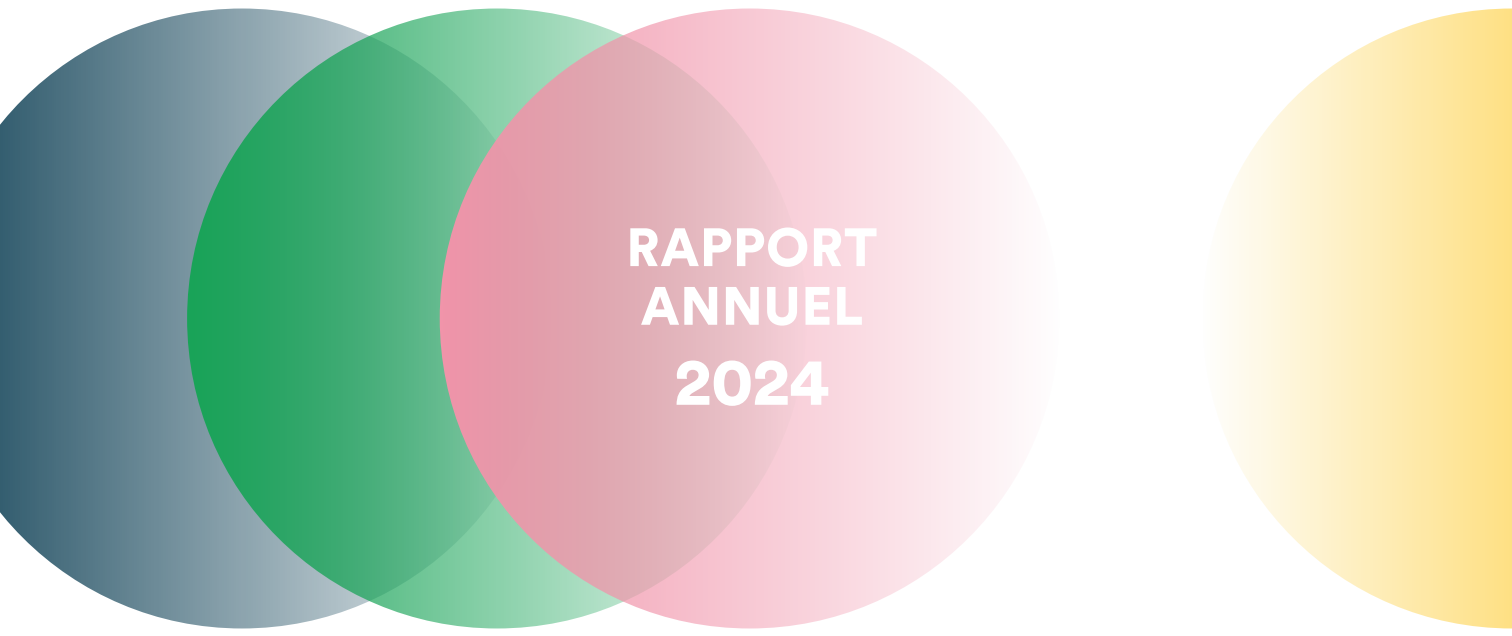
Editeur : Insee – 88, avenue Verdier – CS 70058 – 92541 Montrouge cedex

ISSN : 2804-5483

ISBN : 978-2-11-162474-0

Dépôt légal : mai 2025





RAPPORT ANNUEL 2024